

Paris, le mardi 24 mai 2022

Objet : *Exclus du Ségur dans certains ESMS publics et tensions de recrutement*

Madame la Première Ministre

Le Ségur de la santé voté en 2020 constitue une mesure de soutien forte et sans précédent à destination des établissements de santé et des établissements et services médico-sociaux et sociaux.

Pourtant, près de 2 ans après, la tension sur les recrutements de personnel au sein des établissements sociaux et médico-sociaux publics que nous fédérons est sans précédent. L'exclusion de certains professionnels (filiales administrative, technique et même encore de la filière socio-éducative) des revalorisations issues du Ségur laisse les professionnels concernés dans un sentiment d'abandon et d'incompréhension alors que ces derniers étaient tout autant mobilisés au plus fort de la crise pour apporter leur soutien aux plus fragiles. Ce traitement catégoriel est préjudiciable à la qualité du dialogue social au sein des établissements qui sont par ailleurs incités à négocier sur d'autres axes du Ségur. A ce titre, **le Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux (GEPSO) n'a eu de cesse depuis plusieurs mois d'alerter le gouvernement sur cette situation profondément injuste.**

Dans un contexte national de besoins sociaux croissants, la crise du recrutement dans les métiers de l'accompagnement de l'humain est pour nous une priorité que le nouveau gouvernement devrait se donner en soutien au secteur du soin aux enfants et adultes vulnérables.

Ainsi, **la généralisation des revalorisations du Ségur à l'ensemble des professionnels de la Fonction publique hospitalière** serait un premier geste fort de votre gouvernement dans la reconnaissance du rôle indispensable du service public social et médico-social dans la cohésion sociale nationale. Aujourd'hui, nombre de personnels sont épuisés et ont besoin de ce soutien et de cette reconnaissance. Il en va du respect de principe d'équité et de justice et d'égalité devant la loi au sein même de la Fonction publique hospitalière dont ces professionnels relèvent.

Nous observons sur le terrain des fermetures de services faute de personnels. Cette situation doit nous alerter et des mesures urgentes doivent être prises pour limiter au plus vite des situations qui pourraient encore se dégrader et sont déjà devenues sur certains territoires explosives.

Je vous prie de croire, Madame la Première Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Julien BLOT
Président du GEPSO



Copie :

Mr Damien ABAD, Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées
Mme Brigitte BOURGUIGNON, Ministre de la Santé et de la prévention
Mme Charlotte CAUBEL, Secrétaire d'Etat chargée de l'Enfance
Mr Stanislas GUERINI, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques